(¹)

(N° 107.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1872-1873.

Projet de Loi qui apporte des modifications à la Loi de Milice.

(Voir les N° 195, 254, 265, 268, 286 et 287 de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 3 juin 1870 sur la milice est modifiée comme suit :

ART. 5. Le contingent est réparti par le Roi entre les provinces, et par la Députation permanente du Conseil provincial entre des cantons de milice, composés soit d'une, soit de plusieurs communes voisines appartenant à un même arrondissement administratif.

Les jeunes gens astreints par leur âge à l'inscription de la milice, qui ont contracté un engagement volontaire avant l'opération de tirage au sort, sont comptés numériquement dans le contingent de leur canton, lorsque leur numéro les appelle au service.

La répartition est faite proportionnellement au nombre d'inscrits de la levée.

Il est tenu compte, à chaque province et à chaque circonscription de tirage, des fractions favorables ou défavorables de la répartition de l'année précédente.

ART. 12. L'inscription se fait à la réquisition du père, de la mère, du tuteur ou de l'inscrit lui-même, suivant les distinctions établies à l'article précédent.

Aucun motif ne dispense de l'inscription.

Est réputé réfractaire celui qui n'est pas inscrit sur la liste alphabétique avant la clôture mentionnée à l'art. 16.

Après que l'obligation de l'inscription a été constatée par la Députation permanente, il est procédé, conformément à l'art. 82, à l'examen physique du réfractaire. S'il est déclaré propre au service, il est incorporé dans les deux mois, pour un terme de huit ans, sans compter pour le contingent assigné à son canton. Toutefois, le Roi peut l'assimiler aux miliciens sous le rapport des congés et du remplacement.

Les réfractaires ne peuvent être recherchés que jusqu'à l'âge de trente-six ans accomplis.

ART. 15. Il est dressé une liste des inscrits des trois années précédentes qui ont été ajournés et dont le numéro avait été appelé pour la formation du contingent de l'année où ils ont tiré au sort.

ART. 19. Les numéros les plus bas, en montant jusqu'à ce que le nombre requis de miliciens à incorporer soit complet, désignent les inscrits qui feront partie du contingent.

Les premiers numéros sont attribués de droit aux ajournés mentionnés à l'art. 15 qui sont portés dans l'ordre d'ancienneté des levées et des numéros qui leur étaient échus.

Le commissaire d'arrondissement, après avoir fait connaître le chiffre des ajournés, parafe et compte à haute voix autant de numéros qu'il y a d'inscrits pour la levée, et il dépose ensuite ces numéros dans une urne.

ART. 23. Les exemptions et dispenses ne peuvent, sous aucun prétexte, être étendues par analogie.

Les exemptions du chef de parenté ne s'appliquent qu'à la parenté légitime; les frères consanguins et utérins sont assimilés aux frères germains.

Les infirmités et les maladies qui donnent droit à une exemption, soit définitive, soit temporaire, sont déterminées par un arrêté royal.

Les exemptions autres que celles qui résultent de maladies et d'infirmités et du défaut de taille ne sont accordées, par le conseil de milice, que sur la production de certificats dont il apprécie la valeur.

ART. 24. Le service du volontaire et du réfractaire est assimilé pour l'exemption des frères, à celui du milicien.

Le service du remplaçant ne profite pas à sa famille; il a, pour celle du remplacé, le même effet que si ce dernier servait lui-même.

ART. 25. Ne peuvent procurer d'exemption à un frère ceux qui, pour toute autre cause que des blessures ou des maladies involontaires, auront été absents du corps plus de neuf mois dans le cours des deux premières années, à dater de l'appel sous les drapeaux.

ART. 29. Dans les cas prévus par les n^{os} 3, 4 et 5 de l'art. 27, le milicien désigné pour le service acquiert, par le décès d'un membre de sa famille, même lorsqu'il est incorporé, un titre à l'exemption égal à celui qu'il aurait eu si le décès avait précédé sa désignation.

La réclamation, accompagnée des pièces à l'appui, est adressée au Gouverneur, qui la soumet directement à la Députation permanente.

En cas d'admission par ce collège, le milicien non encore remis à l'autorité militaire est rangé parmi les exemptés ordinaires de sa levée, qui doivent être reportés sur la liste des ajournés de l'art. 15.

Lorsque la décision favorable concerne un milicien autre, il est dispensé définitivement s'il n'appartient plus à l'une des quatre levées les plus récentes.

Tant qu'il en fait encore partie, il est dispensé provisoirement et il doit justifier annuellement de son droit devant le conseil de milice. En cas de retrait de cette dispense, le désigné reprend son service sans qu'il y ait lieu de défalquer le temps pendant lequel il a été dispensé.

ART. 31. Les exemptions du chef de service de frère, sont déterminées d'après les règles suivantes :

Le service procure les exemptions nécessaires pour que le nombre des ser-

vices demandés à une famille ne dépasse pas la moitié du nombre total des fils. Ainsi, dans les familles où les fils sont en nombre pair, il ne peut être appelé au service que la moitié ; lorsque le nombre des fils est impair, la moitié, plus un, a droit à l'exemption.

Les désignations alternent avec les exemptions, à moins que, par suite d'exemptions, de dispenses ou de numéros non compris dans le contingent, la famille n'ait point fourni à l'État le nombre d'hommes qui lui est dû.

Le renouvellement annuel de l'exemption n'est subordonné qu'à la continuation du service qui y a donné lieu.

ART. 32. (Abrogé).

ART. 33. La composition de la famille est déterminée en tenant compte de ce qui suit :

1° Sont assimilés aux membres de la famille décédés ceux qui, par suite de paralysie grave, de cécité, de démence complète ou d'autres infirmités déterminées par arrêté royal, ou par suite d'une disparition prolongée, doivent être considérés comme perdus pour la famille ;

2° Sont comptés comme s'ils étaient encore en vie les frères décédés, soit pendant la durée, soit après l'expiration d'un service personnel régulier, ou dont le service est ou a été régulièrement rempli par remplaçant ;

3° Sont considérés comme s'ils étaient miliciens les enfants entrés au service avant l'âge de la milice.

ART. 38. Sont appelés devant le conseil de milice :

1° Les inscrits de l'année et les ajournés portés en tête de la liste de tirage ;

2° Ceux qui ont obtenu une dispense provisoire de service.

ART. 40. Le conseil décide si les hommes sont admissibles et propres au service ; il statue sur les réclamations contre l'inscription : il accorde les exemptions et les dispenses.

Il ne décide qu'en premier ressort.

ART. 48. Toutes les décisions des conseils de milice sont susceptibles d'appel de la part du commissaire d'arrondissement et de la part des intéressés.

L'autorité militaire peut aussi interjeter appel, dans le cas où il s'agit d'aptitude physique au service.

ART. 48^{bis}. Il y a un conseil de révision par province. Il est composé de sept membres, savoir : trois membres militaires nommés par le Roi, trois membres de la Députation permanente, délégués par elle, et le Gouverneur, président.

ART. 49. Un seul et même acte d'appel ne peut être dirigé contre plus de dix inscrits.

L'appel est formé par écrit. Il doit indiquer d'une manière suffisante celui qui l'interjette, et, s'il y a lieu, celui contre lequel il est dirigé, ainsi que la décision attaquée.

La signature de l'appelant intéressé, ou la marque qui en tient lieu, doit être légalisée par un membre du collège échevinal de sa commune, qui ne peut se refuser à l'accomplissement de cette formalité. En cas d'infraction, l'intéressé peut, en la dénonçant, former son appel en personne au greffe de la province, au plus tard dans les trois jours qui suivent les délais ci-après fixés.

L'appel doit être adressé au Gouverneur et remis au Gouvernement provincial :

1° Dans les huit jours à partir de la décision, s'il est interjeté par le commissaire d'arrondissement ou par l'autorité militaire ;

2° Dans le même délai, s'il est interjeté par le milicien ou par ses parents ou tuteur, contre une décision qui l'a désigné pour le service ;

3° Dans les quinze jours à partir de la première publication prescrite à l'art. 46, s'il est interjeté par tout autre intéressé.

Les prescriptions ci-dessus énoncées seront suivies à peine de nullité.

ART. 49^{bis}. L'appel est soumis par le Gouverneur au conseil de révision, s'il s'agit d'apprécier des questions d'aptitude au service, et à la Députation permanente dans tous les autres cas.

ART. 50. La Députation et le conseil de révision statuent au fond dans les trente jours de la remise de l'acte d'appel, s'il n'y a lieu à décision préparatoire.

La Députation et le conseil de révision apprécient les faits tels qu'ils existent au moment de leur examen, lors même qu'ils n'ont pas été ou qu'ils n'auraient pu être soit déférés au conseil de milice, soit indiqués dans l'acte d'appel.

En cas de plusieurs appels dirigés contre une décision, il peut être statué par un seul arrêté.

ART. 51. L'art. 36 est applicable aux membres de la Députation et du conseil de révision.

ART. 52. Le conseil de révision est assisté, à titre consultatif :

1° D'un médecin ou d'un chirurgien, appartenant à la pratique civile, désigné la veille ou le jour de la séance par le président, et remplacé chaque fois, si c'est possible ;

2° D'un médecin militaire, nommé de la même manière par le commandant provincial.

Il est procédé d'ailleurs comme il est dit aux §§ 7, 8, 9 et 10 de l'art. 53.

S'il est douteux que les infirmités invoquées par les miliciens existent réellement ou s'il y a présomption grave que des moyens ont été employés pour les provoquer ou les aggraver, le conseil de révision peut ordonner la mise en observation et le traitement de ces miliciens dans un hôpital militaire pendant un laps de temps qui ne dépassera pas quinze jours. Il statue ultérieurement au fond, sans qu'il puisse y avoir, en aucun cas, renvoi au conseil de milice.

ART. 55. L'art. 41 est applicable à l'appel devant la Députation et devant le conseil de révision.

L'art. 42 est applicable à l'appel devant le conseil de révision.

ART. 56. Les décisions de la Députation et du conseil de révision sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le nombre des délibérants ne peut être inférieur à cinq.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Les décisions contiennent les noms, prénoms, lieux d'inscription des personnes qui, soit directement, soit par leurs parents ou tuteurs, ont été nominativement en cause.

L'exposé de l'affaire par un membre de la Députation ou du conseil de révision et le prononcé des décisions ont lieu en séance publique; le vote reste secret.

Les décisions doivent être motivées, à peine de nullité.

ART. 57. Les décisions de la Députation qui prononcent des exemptions ou des exclusions et celles du conseil de révision qui prononcent des exemptions, et dans lesquelles des tiers peuvent être intéressés, sont portées sans retard à la connaissance des habitants du canton, de la manière prescrite par l'art. 46.

L'acte de publication est inscrit dans le registre dont il est fait mention audit article.

ART. 58. Les décisions de la Députation et du conseil de révision peuvent être attaquées par la voie du recours en cassation.

Le pourvoi doit être, à peine de déchéance, motivé et formé dans les délais suivants :

1° Par le Gouverneur, des décisions de la Députation et de celles du conseil de révision, dans les quinze jours à partir de la décision ;

2° Par l'autorité militaire, des décisions du Conseil de révision, aussi dans les quinze jours de la décision ;

3° Dans le même délai, par l'intéressé se pourvoyant contre une décision qui a prononcé sa désignation pour le service ou refusé le remplaçant qu'il avait présenté ;

4° Dans les quinze jours à partir de la première publication prescrite, par tous les autres intéressés.

ART. 63. Si la cassation est prononcée, la cause est renvoyée à la Députation permanente d'un autre Conseil provincial ou au conseil de révision d'une autre province.

Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, la Députation ou le conseil de révision à qui l'affaire est renvoyée se conforme à la décision de la Cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

ART. 64. Tout individu désigné pour la milice peut se faire remplacer.

ART. 64^{bis}. Le Département de la Guerre pourvoit au remplacement des miliciens au moyen de volontaires avec prime.

ART. 64^{ter}. Le prix du remplacement est fixé, chaque année, par arrêté royal, trois mois avant le tirage.

Il ne peut dépasser 1,800 francs.

ART. 64⁴. Les parents ou tuteurs de ceux qui veulent se faire remplacer doivent faire parvenir avant le 1^{er} février, au Département de la Guerre, leur requête, en y joignant une quittance du versement de la somme de deux cents francs dans la caisse du receveur de l'enregistrement du ressort dans lequel ils ont leur domicile.

ART. 64⁵. Ces versements sont recevables à partir du 2 janvier de chaque année pour les miliciens de la nouvelle levée.

Après le 22 janvier, ils ne peuvent plus être reçus.

Les sommes ainsi versées sont acquises à la caisse du remplacement, sauf ce qui est dit à l'art. 64⁷ ci-après.

ART. 64⁶. Les remplacements ont lieu dans l'ordre de priorité établi par un tirage au sort.

Le paiement des prix de remplacement a lieu à la caisse du receveur de

l'enregistrement après que le milicien a été informé de son remplacement, et sous déduction de la somme de deux cents francs versée par application de l'art. 64^a.

Le récépissé doit être remis au Département de la Guerre dans les dix jours qui suivent l'information, dont la date sera constatée par l'autorité locale.

Faute par l'intéressé de remplir cette obligation dans le délai fixé, le remplacement est nul.

ART. 64^b. Les miliciens que le Département de la Guerre ne pourra pas faire remplacer avant le 1^{er} octobre, sont admis, par dérogation à l'art. 64^{bis}, à rechercher directement et à présenter avant le 1^{er} janvier suivant, des hommes qui consentent à marcher à leur place.

Le versement de deux cents francs effectué en vertu de l'art. 64^a, leur sera restitué.

ART. 64^c. Les remplaçants présentés directement par les miliciens seront examinés par la commission provinciale instituée par l'art. 47.

ART. 64^d. Il peut être interjeté appel de la décision de la commission provinciale, par le président de la Commission, par l'autorité militaire et par l'intéressé.

Cet appel devra, à peine de déchéance, être formé par écrit et remis au Gouvernement provincial dans les huit jours de la décision.

Il est porté devant le conseil de révision.

Les remplaçants ne sont pas considérés comme intéressés.

ART. 66. Par exception aux art. 64^{bis}, 64^a, 64^b, et au numéro I^o de l'article précédent :

1^o Un frère a la faculté de servir pour son frère non encore incorporé, dès qu'il a atteint sa dix-neuvième année. S'il est admis, le frère qu'il a remplacé lui sera, lors du tirage au sort auquel son âge l'appellera à concourir, substitué sur la liste des inscrits ;

2^o Les hommes qui ont fait partie de l'armée peuvent se présenter comme remplaçants, lorsqu'ils n'ont pas trente-six ans révolus au 31 décembre précédent.

ART. 68. Tout certificat produit devant une commission provinciale est marqué d'un sceau et visé par le président, quelle que soit la décision prise; il n'est plus, dès lors, admissible.

Les certificats des administrations communales dont la date serait antérieure de deux mois à leur présentation seront écartés.

ART. 69. Le remplaçant refusé par une commission provinciale ne peut plus se présenter en cette qualité dans le cours de la même année.

Avant de procéder à l'examen des hommes, le président leur demande s'ils ne sont pas dans ce cas d'interdiction; s'ils n'ont pas été exclus de l'armée pour indignité; s'ils n'ont jamais, soit en Belgique, soit en pays étranger, été condamnés à un emprisonnement de deux ans au moins ou à toute autre peine, pour vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs.

Ils sont, en même temps, avertis qu'une réponse mensongère leur ferait encourir la peine de huit jours à trois mois d'emprisonnement.

Leurs déclarations sont actées dans les décisions.

ART. 72. Les miliciens qui ont présenté directement leurs remplaçants et

les ont fait admettre, peuvent s'affranchir de toute responsabilité moyennant qu'ils versent à la caisse de remplacement une somme égale à celle qui est réservée sur la prime du volontaire pour lui être payée à l'expiration de son engagement.

Ce versement aura lieu dans les dix jours de l'information que l'intéressé aura reçue de l'incorporation définitive de son remplaçant.

ART 72^{bis}. Faute de remplir cette obligation, le remplacé reste responsable de son remplaçant ; dans ce cas, celui-ci est tenu de verser, dans les dix jours de l'incorporation définitive, à la caisse de son régiment une somme de 250 francs, qui lui sera remise lors de son licenciement, déduction faite de la dette à la masse d'habillement et de réparations.

A défaut de ce dernier versement, le remplacé sera immédiatement appelé au service, et le remplaçant libéré.

ART. 72^{ter}. Le milicien responsable doit servir en personne ou fournir un autre remplaçant :

1° Si le premier remplaçant déserte ;

2° S'il est renvoyé pour inconduite ;

3° S'il est condamné à la dégradation militaire ;

4° Si le remplacement a été effectué au moyen de pièces qui sont reconnues fausses ou qui attestent des faits matériellement faux. La nullité du remplacement, dans ce dernier cas, sera prononcée par le conseil de révision de la province où le droit a été exercé.

Dans ces cas, il est accordé au milicien, pour fournir un nouveau remplaçant, un délai de deux mois à compter de la date de l'avis qu'il recevra à ce sujet.

Le versement de 250 francs opéré par le premier remplaçant sera restitué au milicien, déduction faite de la dette à la masse d'habillement et de réparations.

ART. 73. Le remplaçant valablement et définitivement incorporé et dont le versement prescrit par l'article 72 a été effectué, libère complètement le remplacé.

ART. 75. Celui qui est remplacé par le Département de la Guerre reçoit un congé définitif.

Il en est de même de celui qui a fourni directement un remplaçant dans les conditions déterminées à l'article 72.

Celui qui fournit directement un remplaçant dont il est resté responsable reçoit un certificat conforme au modèle n° 56 annexé à l'arrêté du 23 novembre 1871.

ART. 75^{bis}. Un arrêté royal déterminera les conditions d'admission des volontaires avec prime, ainsi que les avantages à leur accorder.

La rémunération est fixée annuellement.

ART. 75^{ter}. Si des volontaires avec prime désertent ou se trouvent dans un des cas mentionnés à l'article 72^{ter}, ils perdront tous droits à leur prime, ainsi qu'aux autres avantages qui leur auront été accordés.

Ils seront suppléés par d'autres volontaires qui s'engageront pour le restant de leur terme de service.

ART. 77. (Abrogé.)

ART. 78. Les miliciens en activité de service ne peuvent plus se faire remplacer qu'en vertu d'une autorisation du Ministre de la Guerre et en se conformant aux conditions qui leur sont imposées.

ART. 79. (Abrogé.)

ART. 80. (Abrogé.)

ART. 82. Au moment de la remise, l'autorité militaire fait examiner les miliciens par des médecins de l'armée. Dans les trente jours suivants, elle renvoie au conseil de révision ceux qui paraissent impropres au service.

Toutefois, le renvoi ne peut être appliqué aux hommes qui ont déjà été examinés par ce conseil, conformément à l'art. 52.

Le conseil de révision, assisté comme il est dit à cet article, statue dans les quinze jours du renvoi.

Sa décision ne peut être soumise à la Cour de cassation que par le Gouverneur, par l'autorité militaire, ou par un tiers intéressé dont elle entraîne l'appel au service.

ART. 83. Lorsqu'une décision de la Députation ou du conseil de révision annule une désignation pour le service, le canton, sur la réquisition du Gouverneur, fournit immédiatement, dans l'ordre des numéros, un autre homme pour parfaire son contingent.

Il en est de même si un milicien désigné pour le service meurt avant le jour fixé pour la remise du contingent à l'autorité militaire.

Lorsqu'une exemption est annulée par la Députation, le dernier appelé du canton, dans l'ordre des numéros, s'il sert en sus du contingent, est remplacé par celui dont l'exemption n'a pas été maintenue.

ART. 85. Les miliciens et remplaçants ont droit chacun à six semaines de congé en moyenne par année de service actif.

Ils sont envoyés en congé illimité lorsqu'ils ont passé au service actif, à partir du jour de l'appel sous les armes de leur contingent, le temps ci-après déterminé :

Vingt-huit mois, dans le cours des trois premières années, s'ils appartiennent à l'infanterie de ligne, aux chasseurs à pied, ou au train ;

Trente-six mois, pendant les quatre premières années, s'ils appartiennent au régiment des grenadiers, ou au régiment des carabiniers ;

Trois ans, s'ils appartiennent à l'artillerie de siège, au régiment du génie, à la compagnie des pontonniers, à celle des artificiers, ou au bataillon d'administration ;

Quatre ans, s'ils appartiennent aux batteries à cheval, aux batteries montées ou aux escadrons de la cavalerie.

Les miliciens et remplaçants dont le service actif est de vingt-huit mois, peuvent être tenus à un rappel d'un mois, pendant la quatrième année de leur terme.

ART. 86. (Abrogé.)

ART. 87. Les congés temporaires et les congés illimités seront refusés à ceux que leur conduite n'en aura pas rendus dignes.

Dans les circonstances spéciales, le Gouvernement est autorisé à suspendre ou à modifier l'exécution de l'art. 85.

Le service des remplaçants ne peut être réduit au-dessous de la limite fixée par l'art. 25.

ART. 88. Les miliciens et remplaçants qui ont achevé leur quatrième année, peuvent contracter mariage.

ART. 92. Sont punis d'une amende de vingt-six francs à deux cents francs :

1° Ceux qui ont négligé de requérir l'inscription dans le délai fixé au premier paragraphe de l'art. 13;

2° Les hommes de l'art qui, sans motif admis par le conseil de milice, par la Députation ou par le conseil de révision, ont manqué à l'une ou à plusieurs séances de ces collèges, s'y sont rendus tardivement ou ont refusé de visiter à domicile les individus qui leur auraient été désignés;

3° Ceux qui, provoquant le trouble ou y participant dans une séance consacrée par l'autorité aux opérations de la milice, ont résisté à un ordre d'expulsion donné par le président ou par le fonctionnaire qui les dirige.

ART. 97^{bis}. Les Gouverneurs publient tous les six mois, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet, une liste générale des retardataires à afficher dans toutes les communes de la province et ordonnent les mesures nécessaires pour leur arrestation.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 108^{bis}. Les miliciens et les remplaçants des contingents de réserve actuellement incorporés continueront à jouir des bénéfices que les lois antérieures leur assuraient en ce qui concerne les congés et la faculté de contracter mariage après leur troisième année de service.

ART. 108^{ter}. Le milicien dont le frère a servi dans le contingent de réserve et qui se trouvera compris dans le contingent, sera incorporé dans l'infanterie et renvoyé en congé illimité après un terme actif de dix-huit mois.

Les ajournés et les dispensés de la réserve, s'ils sont appelés, ne seront tenus qu'à un service de sept mois.

ART. 109, 110 et 111. (Abrogés.)

ART. 112. Les conseils de milice, les conseils de révision et les Députations continueront à appliquer la législation antérieure, lorsqu'ils auront à statuer sur le renouvellement d'exemptions ou de dispenses provisoires existant pour la même cause à l'époque de la publication de la présente loi.

ART. 113^{bis}. La loi du 3 juin 1870 sur la milice sera réimprimée au *Moniteur* avec les modifications résultant de la présente loi.

Bruxelles, le 1^{er} août 1873.

*Le Président de la Chambre
des Représentants,*

(Signé) P. TACK.

Les Secrétaires,

(Signé) ED. WOUTERS. HAGEMANS.